

La CNDP invitant chacun à participer au débat sur l'avenir des transports publics de l'Ile-de-France, je me risque à exprimer une opinion à contre-courant de l'orientation générale, même si elle m'expose à l'incompréhension, à l'hostilité, ou à être écartée avec un haussement d'épaule.

Je crois que les deux projets concurrents sont de dimension et de portée différentes, celui de la région étant plus limité et moins budgétivore que celui de l'Etat dit du GRAND PARIS. La dépense la plus élevée s'élèverait à 40 milliards d'Euros (avant les inévitables dépassements) dont la moitié mobilisable à court terme. Est-ce bien nécessaire et bien raisonnable alors que, voici quelques temps, le premier ministre se considérait à la tête d'un Etat virtuellement en faillite avec, à charge des générations futures, un endettement colossal qui ne cesse de croître derrière chaque loi annuelle de finance ? Alors que la sortie de crise n'est pas annoncée pour demain et que se profilent de nouvelles restrictions budgétaires, alors qu'aucune autre région française ne saurait espérer la moitié ou le quart d'un tel investissement, est-il équitable et bien fondé de continuer à favoriser la capitale et sa périphérie ? Pour quel résultat et quelles retombées ?

Nous allons sans doute entendre des économistes nous rappeler les leçons de Keynes et la vertu des grands travaux en période de crise avec des recettes éprouvées. Mais sommes-nous dans la situation de l'Allemagne ou du new deal américain de 1933 ? Ne convient-il pas de projeter un regard lucide sur la situation économique, territoriale et démographique de la France, une situation assez inhabituelle dans la communauté européenne ? Malgré un flot de déclarations officielles et rassurantes, elle reste marquée par une concentration urbaine toujours croissante et la centralisation asphyxiante autour de Paris ; et les deux récents projets de transport francilien sont la résultante et la continuation d'un phénomène inépuisable et funeste.

Le dernier S.D.R.I.F. (Schéma Directeur de la Région Ile-de-France) prévoyait que la population devait augmenter de 11 à près de 14 millions d'habitants ; c'est-à-dire que la région parisienne doit absorber plus que les agglomérations urbaines réunies de Lyon et Marseille, considérées comme les deux plus grandes villes après la capitale ; c'est-à-dire aussi que, entre 1/5 et 1/4 de la population française doit être concentrée sur 3% du territoire ; c'est-à-dire encore environ le double de la population de la Belgique sur la moitié de sa surface ; contrairement à ce qui se présente chez nos voisins allemands, hollandais, italiens, espagnols ou portugais, aucune grande ville en France n'a une dimension comparable à celle de la capitale au regard de laquelle Lyon et Marseille sont des nains ; et sur 3% du territoire, la région parisienne concentrerait 30 à 35% du produit intérieur brut (P.I.B). La disproportion entre la région parisienne et le surplus du territoire atteint maintenant des sommets avec le prix moyen du mètre carré de logement diffusé récemment : 6.300 Euros à Paris, 2.300 Euros à Lyon (région réputée active et favorisée) ; avec aussi en cette fin d'année le 1/4 des forces de police mobilisé pour tenter de contenir la délinquance parisienne. C'est une conséquence inéluctable de la centralisation et de la concentration urbaine autour de Paris.

Non seulement le phénomène n'est pas endigué mais il est constamment amplifié par les pouvoirs publics dans le silence, l'indifférence ou l'approbation quasi-générale ; lors des dernières élections régionales, chaque parti ou presque élevait une surenchère et personne, même en province, ne s'émeut des 40 milliards qui vont être investis pour favoriser la croissance du monstre.

Quand exceptionnellement le sujet est abordé dans l'espace public, on s'attriste un peu et rapidement sur le dépérissement et la disparition inexorable d'une vingtaine de petites villes françaises où il faisait encore bon vivre voici quelques décennies selon un document ministériel de 2005. On s'afflige un peu et rapidement sur le coût des loyers et du logement devenu inabordable pour la majorité de la population française sans réaliser ou vouloir réaliser qu'il se traduit par un abîme entre Paris et la lointaine province. On constate et déplore rapidement qu'une partie de la population voudrait échapper à l'attraction et à l'emprise du monstre parisien mais ne le peut pas comme les agents du secteur public tenus d'assumer une première nomination en région parisienne avec des salaires de base ; ou une fraction croissante de la jeune population active qui porte ses

regards et ses vœux vers des villes moyennes. Heureux sont les retraités qui, eux, du moins, peuvent s'échapper et connaître des jours heureux en région PACA.

Pour servir la croissance et la puissance économique, les pouvoirs publics nous poussent dans une mégalopole de plus en plus déshumanisée et funeste pour l'individu, la société et l'environnement comme l'a dénoncé à juste titre Nicolas Hulot dans « Le Syndrome du Titanic » ; et pour rendre attractif cet univers concentrationnaire de béton, grand consommateur d'énergie, ils agitent maintenant la carotte de l'amélioration des transports publics au prix exorbitant de 40 milliards d'Euros.

N'est-il pas temps de réaliser que nous sommes face à un choix de vie et de société ? Qu'avec des milliards d'Euros, on peut créer des emplois en France ailleurs que dans le Grand Paris, de manière plus humaine, économique et juste ? Mes contemporains souhaitent-ils réellement vivre dans des mégapoles comme Tokyo, Mexico ou Le Caire ? Pensant à mes enfants et petits-enfants, je souhaite avoir tort de craindre que notre société soit lancée contre un mur avec un bandeau sur les yeux pour ne pas le voir se rapprocher ; ou prise dans un maelstrom qui va tourner à une vitesse accrue avec le nouveau réseau ruineux des transports publics de Paris et sa banlieue ; ou d'être en présence d'une pieuvre qui va pouvoir encore allonger ses tentacules.

Je conçois que ma vision assez terrifiante de l'extension ininterrompue de la région parisienne ne soit pas partagée ; qu'une fraction de son contenu puisse être corrigée. Mais je crois qu'il faut surtout accepter de regarder des réalités en face, même quand elles sont dérangeantes et plus ou moins escamotées par le pouvoir politique ou médiatique ; il faudrait s'insurger à bon escient... quand on le peut encore.

Lundi 03 Janvier 2011.

Bernard POUSSET.